

## NOTE D'INFORMATION

### **LA MINUSCA SALUE LES EFFORTS DE VULGARISATION DU PLAN NATIONAL POUR LA PREVENTION DE L'INCITATION A LA HAINE ET A LA VIOLENCE**

Bangui, le 3 juillet 2019 - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a salué ce 3 juillet lors de son point de presse hebdomadaire la progression de la campagne de vulgarisation du Plan national pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence. « Le combat contre les discours de haine occupe une place importante dans l'agenda des Nations unies », a souligné Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA. A cet effet, il a rappelé que le 18 juin dernier, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a présenté une stratégie et un plan d'action sur le discours de haine lors d'un briefing informel à l'intention des États membres. Le but de cette stratégie est de renforcer la compréhension de la part de toutes les entités des Nations Unies de l'impact insidieux des discours haineux et la manière dont elles peuvent y faire face plus efficacement dans leur travail. Le porte-parole a souligné que la MINUSCA, qui a financé l'élaboration du plan national, réitère son engagement à appuyer les autorités dans la lutte contre le discours de haine notamment la vulgarisation de ce document.

Vladimir Monteiro a également annoncé qu'en visite à Kaga-Bandoro (Préfecture de la Nana Gribizi) ce 3 juillet, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mankeur Ndiaye, s'est entretenu avec les autorités locales ainsi qu'avec les membres du Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) et du Comité technique de sécurité, organes prévus dans les dispositions de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA). La question du retour des personnes déplacées dans la sécurité et la dignité figurait aussi au menu des discussions. Ces questions ont également été soulevées avec les autorités à Birao (Préfecture de la Vakaga) lors d'un récent déplacement.

Faisant le point sur la situation des Droits de l'Homme, le porte-parole de la MINUSCA a indiqué qu'entre le 26 juin et le 2 juillet, 52 personnes dont 24

Les femmes ont été victimes d'abus et de violations. La majorité de ces actes ont été commis par des éléments des groupes armés et touchent particulièrement les préfectures de l'Ouham (Nord) et la Ouaka (Centre). La MINUSCA appelle à nouveau les groupes armés à respecter leurs engagements inscrits dans l'APPR-RCA. « La division des Droits de l'Homme documente ces violations. Ce travail servira lorsque la justice sera appliquée », a mis en garde Vladimir Monteiro avant d'ajouter que « la MINUSCA utilisera la force contre les groupes qui s'attaqueront aux civils ».

Notant une situation sécuritaire relativement calme sur l'ensemble du pays, le porte-parole de la Force, le Major Soumana Garanke, a indiqué que les Casques bleus conjointement avec les Forces armées centrafricaines (FACA) continuent leurs patrouilles afin de garantir la sécurité des citoyens. Au cours de la semaine écoulée, 2 772 patrouilles ont été effectuées. Afin de faciliter la circulation dans l'arrière-pays, les soldats de la paix poursuivent des travaux de drainage et de réparation des routes et ponts. D'autre part, dans le cadre de leurs activités civilo-militaires, près de 65 personnes ont bénéficié de soins médicaux gratuits à Bouar (Nana Mambéré). Ils poursuivent également la distribution d'eau potable à Bangui pour palier la pénurie.

Les activités de la Police de la MINUSCA ont été marquées par le processus de recrutement de 500 policiers et 500 gendarmes centrafricains depuis le 1<sup>er</sup> juillet à Bangui et sur l'ensemble du territoire national. « Le premier jour, 110 personnes dont 17 filles ont déposé leurs dossiers », a précisé le Capitaine Léo-Franck Gnapié, Porte-parole de la Police de MINUSCA. Le concours, qui prendra fin le 31 juillet, est ouvert à tous les jeunes Centrafricains de toutes les communautés, régions et religions, a-t-il rappelé.